



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Bulletin édité par des militants du NPA du ministère du travail

n°2 - janvier-février 2010

Inspection du travail, Pôle Emploi...

une même politique de casse des services publics !

Répression à l'inspection du travail

En 2009, les agents de l'inspection du travail ont fait l'objet d'une répression sans précédent par leur hiérarchie. Retraits de parts de primes, remboursements de frais professionnels soumis aux saisies dans CAP-SITERE ou entretiens disciplinaires : elle n'a pas manqué une occasion de manier le bâton. A Paris par exemple, une baisse de primes a été notifiée fin octobre à la moitié des agents de contrôle.

Par leur ampleur, ces sanctions n'ont pas d'autre finalité que de briser l'actuel mouvement de contestation des orientations politiques du contrôle du droit du travail.

A travers une "politique travail" définie par le gouvernement, l'inspection du travail tend en effet à être instrumentalisée. Son activité est orientée :

- d'une part vers des domaines sur lesquels le patronat peut, du fait des carences dans l'élaboration réglementaire de mesures protectrices pour les salariés (amiante hier, produits chimiques et souffrance au travail aujourd'hui) et du manque de moyens de contrôle, reporter la responsabilité de l'ineffectivité du droit du travail sur l'Etat, lequel pourra la renvoyer sur ses agents ;

- d'autre part vers des objectifs répondant davantage à des impératifs de conseil aux entreprises et de régulation de la concurrence que de protection des droits des travailleurs.

L'objectif est d'encadrer dans un système de pilotage central l'action de l'inspection du travail et de l'orienter selon les priorités politiques du moment et les impératifs du patronat, classant ainsi des pans entiers de la réglementation comme non prioritaires (durée du travail, salaires, fonctionnement des instances de représentation du personnel, respect des conventions collectives, etc.). Dans le prolongement de cette politique, la réforme de l'Etat (RGPP) intègre l'inspection du travail et les missions des services déconcentrés dans une "direction régionale de l'entreprise" conçue comme guichet unique au service des employeurs.

Dans nos services, cette politique est déclinée par la fixation bureaucratique d'objectifs individuels chiffrés par domaine de contrôle prioritaire, associée à un outil de compte-rendu d'activité (CAP-SITERE) qui n'est en réalité qu'un outil de flicage. Elle nous oblige à orienter notre activité sans lien avec la demande sociale que nous

recevons, et incite à notre mise en concurrence par l'évaluation individuelle des résultats. Ces changements, qui sont fortement contestés, entraînent diverses actions de désobéissance (boycott de réunions de service, d'entretiens d'évaluation, de remontée statistique), dont le développement, très divers selon les départements, souffre de l'absence de structuration et de perspectives d'action.

Or, le succès de la politique travail suppose la mise au pas des agents de contrôle et la destruction de toute forme de contestation. Elle peut compter sur une hiérarchie, pourtant issue de l'inspection du travail même, particulièrement zélée qui met en oeuvre des pratiques dignes du patronat le plus vil (menaces constantes, dénigrement des syndicats, sanctions aveugles et systématiques) pour arriver à soumettre les agents. Ce climat accroît le malaise d'un service public aux moyens déjà dérisoires, qui s'aggrave aujourd'hui avec la disparition programmée des agents de secrétariat.

Cette politique vise à couper le lien entre l'inspection du travail et les travailleurs et à la détourner de leurs préoccupations. Elle doit être combattue sans réserve, autant par les agents des services que par les travailleurs, car elle s'intègre aux attaques contre un droit du travail de moins en moins protecteur, permises par la dégradation du rapport de forces, et s'appuie sur la quasi-impunité de la délinquance patronale.

Face à cette répression qui nous divise et nous individualise, il est nécessaire d'éviter l'écueil du repli sur soi et de maintenir un cadre collectif à notre mobilisation.

L'organisation de nouveaux états généraux, locaux et nationaux, comme le proposent certains syndicats, apparaît comme un moyen de s'emparer de ces questions, de débattre des perspectives d'action et de s'inscrire dans la construction d'un mouvement d'ensemble et durable de mobilisation contre la destruction des services publics et la RGPP, seul à-même de faire reculer le gouvernement.

(Une première version de cet article a été publiée dans *Tout est à nous*, le journal du NPA, du 19/11/2009 n°31 : <http://www.npa2009.org/content/répression-à-l-inspection-du-travail>)

Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos activités... ou prendre contact avec nous écrivez à npaiteidf@yahoo.fr ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

A lire au verso :
Le naufrage de Pôle Emploi

Le naufrage de Pôle Emploi

La fusion de l'ANPE et de l'Assedic, menée à marche forcée, aggrave encore la situation des chômeurs, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Malgré tous les discours sur une prétendue sortie de crise, le chômage continue de progresser et touche 2,6 millions de travailleurs inscrits (pour la catégorie A, qui prend en compte les personnes qui ne travaillent pas du tout) – soit +25% en un an. Le taux s'établit à 9,7% de la population active pour le 4^e trimestre 2009. Pas un secteur de la population n'échappe à cette augmentation, et le chômage de longue durée augmente aussi et concerne 1,2 million de personnes. Cette augmentation va, de fait, poser de façon aiguë la question des chômeurs arrivant en fin de droits et n'ayant ensuite plus que l'allocation de solidarité spécifique (ASS), s'ils en remplissent les conditions, ou le RSA.

Cette hausse déjà importante le serait encore plus sans les divers dispositifs et manœuvres visant à rayer un maximum de chômeurs des listes de Pôle Emploi : les sorties pour arrêt de recherche d'un emploi ont augmenté de 5,6% et le nombre de radiations administratives de 4,9% en un an (40 000 personnes concernées). Dans l'écrasante majorité des cas, les radiations (et la suspension du revenu qui va avec) sont dues à des absences à une convocation. Plusieurs cas particuliers permettent aussi de ne pas comptabiliser les chômeurs, comme les entrées en formation (+7,9% en un an) ou les conventions de reclassement personnalisé (CRP). Enfin, le gouvernement joue sur l'augmentation des contrats aidés (+22 000 en un an) qui renforcent la précarité notamment dans l'Éducation nationale et les hôpitaux. En parallèle et sans surprise, les offres enregistrées par Pôle Emploi ont diminué de 8% en un an.

La situation économique est bien évidemment en partie responsable de ces chiffres, mais vient s'y ajouter une désorganisation totale due à la fusion ANPE-Assedic. L'argument officiel est de dire : « heureusement que la fusion se fait pendant la crise, sinon ce serait encore pire ». Au contraire, au-delà de l'objectif idéologique, la fusion en pleine crise du capitalisme a des conséquences catastrophiques. Alors que Pôle Emploi a un an, le bilan est un échec total. Des milliers de dossiers d'indemnisation, pour lesquels les personnels font des heures supplémentaires le samedi, sont en souffrance. Les chômeurs sont littéralement baladés d'un site à un autre sans jamais obtenir la bonne réponse, la plateforme téléphonique (le 3949) étant complètement saturée. Malgré cela, le gouvernement a accéléré le calendrier, imposant la fusion au 31 décembre 2009.

Le but du gouvernement est d'afficher à tout prix une façade reluisante, peu importe ce qui se cache derrière. Des salariés s'étaient déjà suicidés en début d'année et on assiste à une nouvelle vague de tentatives de suicide de salariés en Île-de-France et en Paca, ainsi que celle d'un chômeur en Mayenne. Face à une situation qui commence à ressembler à celle de France Télécom, Laurent Wauquiez, secrétaire d'État à l'emploi, refait le coup du questionnaire pour interroger les agents de Pôle Emploi sur les conditions de travail. Quelle mascarade ! Le gouvernement les connaît parfaitement, mais refuse de répondre aux revendications. Beaucoup de salariés sont tellement écœurés de ce qu'on leur impose de faire qu'ils n'ont pas envie de se battre. Mais le ras-le-bol est tel (45% de grévistes le 20 octobre dernier), que certaines agences se mettent en grève spontanément sans attendre les consignes des directions syndicales (six agences en grève entre le 7 et le 17 décembre dernier en Île-de-France par exemple, où des collectifs d'agents se sont montés). Ces grèves mettent en évidence la prise de conscience qu'une seule journée ne suffit pas à gagner, même partiellement.

Dans le cadre du collectif Droits nouveaux, une plateforme commune chômeurs/salariés Pôle Emploi se discute. Elle est destinée à être diffusée largement pour afficher les intérêts communs face à ce gouvernement.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des agents du ministère du travail. Nous avons décidé de nous organiser au sein du NPA, fondé en février 2009. Nous pensons en effet que la politique n'est pas réservée à une minorité de spécialistes. C'est l'affaire de tous. La politique doit entrer sur notre lieu de travail, au plus près de nos préoccupations quotidiennes. Nous voulons y créer des espaces de discussion, de débat et de mobilisation. Nous cherchons à nous inscrire dans les luttes d'émancipation des travailleurs au sein du ministère comme au niveau national et international, et à utiliser nos connaissances du monde du travail pour aider à la construction des mobilisations.

ANTICAPITALISTES ?

Cette société capitaliste est à bout de souffle.

Elle organise la concurrence entre les travailleurs, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

Aujourd'hui, le patronat et les capitalistes veulent nous faire payer l'addition de la crise sociale, économique et écologique qu'ils ont provoquée. Ils licencient à tour de bras. Ils se gavent de profits et font stagner nos salaires, nos retraites, nos minima sociaux, dégradent nos conditions de vie et sacrifient nos services publics et notre sécurité sociale.

Or, ce sont les travailleurs (nous !) qui font tourner l'économie de ce pays. Ils doivent pouvoir jouir directement du fruit de leur travail, socialiser leurs moyens de production, et répartir justement les richesses qu'ils produisent.

POUR RESISTER,

POUR REVOLUTIONNER LA SOCIÉTÉ

Nous voulons construire une gauche de combat, une gauche qui ne renonce pas, pour résister à la politique de Sarkozy et faire converger les luttes.

Mais pour imposer l'urgence sociale et écologique, il faudra une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre : nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, ce n'est que par nos mobilisations que nous parviendrons à mettre en échec les politiques capitalistes.

Nous voulons rassembler toutes celles et ceux qui veulent rompre avec le capitalisme, pour ouvrir la voie à une société inédite, démocratique et écologiste, débarrassée de toutes les formes d'oppression... un socialisme du XXI^e siècle !

Construisons ensemble le NPA !